

Brochure n° 3273

Convention collective nationale

IDCC : 1763. – **MANUTENTION PORTUAIRE**

ACCORD DU 29 AVRIL 2008
RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UNE GRATIFICATION ANNUELLE

NOR : *ASET0850783M*

IDCC : 1763

Entre :

L'UNIM,

D'une part, et

La FNPD-CGT ;

La FGTE-CFDT ;

La FEETS-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La CNTPA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Afin d'enrichir la convention collective et de soutenir le pouvoir d'achat des salariés de façon très significative, les partenaires sociaux estiment que le moment est venu d'instituer le principe du versement d'une gratification annuelle.

Toutefois, les parties signataires reconnaissent qu'il s'agit, en l'occurrence, d'un effort financier très important pour les entreprises et qu'il convient, par conséquent, d'en étaler le coût de façon progressive par paliers annuels

successifs. La mise en place effective de cette gratification aura donc son plein effet au terme d'une période transitoire de façon à ménager la compétitivité des entreprises pour continuer à faire face à la concurrence et attirer de nouveaux trafics.

Article 1^{er}

Champ d'application

Les dispositions du présent accord concernent les entreprises définies par l'article 1^{er} de la convention collective nationale de la manutention portuaire et par les avenants n° 1 du 28 avril 1994, n° 5 du 18 janvier 1996 et n° 11 du 23 juin 1999.

Article 2

Bénéficiaires

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux salariés définis à l'article 2 de la convention collective nationale de la manutention portuaire, ayant 1 an d'ancienneté dans l'entreprise ou le groupement.

Article 3

Montant de la gratification annuelle

Il est instauré, à compter du 1^{er} janvier 2008, une gratification brute annuelle dont le montant est égal à 8,33 % du salaire brut annuel défini comme 12 SBMH pour chaque niveau, échelon avec ancienneté.

Toutefois, le versement de cette gratification se fera selon l'échéancier ci-après :

- année 2008 : 1,66 % du salaire brut annuel ;
- année 2009 : 3,32 % du salaire brut annuel ;
- année 2010 : 4,98 % du salaire brut annuel ;
- année 2011 : 6,64 % du salaire brut annuel ;
- année 2012 : 8,33 % du salaire brut annuel.

Article 4

Modalités d'application

Les modalités de versement de la gratification, en une ou plusieurs fois, seront définies au niveau des entreprises ou des groupements.

La gratification est versée au prorata du temps de présence du salarié dans l'entreprise ou le groupement (sortie en cours de période de référence).

La gratification sera réduite proportionnellement aux absences pour quelque cause que ce soit, à l'exception des périodes d'absence résultant des congés payés légaux et conventionnels, du congé de maternité, du congé de paternité, de l'exercice régulier d'un mandat électif ou syndical dans l'entreprise ou le groupement et de celles liées à la formation professionnelle.

Clause de seuil

En tout état de cause, pour les salariés sous contrat de travail pendant toute la période de référence, le montant de la gratification ne peut être inférieur à un seuil minimum fixé au quart de sa valeur.

Cette gratification annuelle n'est pas cumulable avec un avantage de même objet, quelle qu'en soit la nature, déjà accordé dans les entreprises, les groupements ou les places portuaires.

Fait à Paris, le 29 avril 2008.

(Suivent les signatures.)